

# L'heure de la révolution au Maroc

**Aïcha Bacha**

Doctorante en sciences sociales et politiques au Cécid, à l'ULB.

■ Les réponses des gouvernants face à la colère d'une population désœuvrée par le taux de chômage, la pauvreté et la marginalisation ne convainquent pas. La colère du peuple sera-t-elle enfin entendue cette fois-ci ?

**R**etour en arrière. Mi-janvier 2011, des bruits vagues ont circulé au Maroc à propos d'un mystérieux appel à manifester. Cet appel a été lancé sur Facebook. Certains observateurs locaux n'ont accordé qu'un crédit limité à cet appel. Ils ont insisté, dans leur analyse, sur la spécificité du cas du Maroc, se basant sur le fait que le Maroc était engagé dans des réformes qualifiées de structurantes et que le changement de cap politique avait été pensé dès les années 1990. Ils ont alors misé sur l'impossibilité de l'émergence d'une révolution semblable à celles de la Tunisie, de l'Égypte, de la Libye, du Yémen, et de la Syrie.

Les manifestations houleuses qui ont secoué les villes marocaines ont démenti toutes les prédictions. Le Maroc est passé par des moments difficiles mais il a été sauvé à la dernière minute par une réforme constitutionnelle qui a calmé les esprits et qui a permis au Roi d'établir un accord avec son peuple, pour une période de 6 ans.

Le 28 octobre 2016, Muhsin Fikri, poissonnier marocain auquel on avait confisqué la "marchandise", a été happé par une benne à ordures alors qu'il s'opposait à la destruction de celle-ci. L'événement fut comparable à une allumette déclenchant des feux de contestations

dans toutes les régions du Maroc. Arabes et berbères, musulmans et juifs se sont manifestés dans les rues sous le même slogan: "Nous sommes tous Muhsin fikri", et le hashtag #broie-le a envahi la toile. Un an après, cette colère n'est toujours pas éteinte.

## La réaction du pouvoir

Après ces vagues de manifestations, le souverain a réagi de deux manières distinctes : la première a consisté à envoyer Mohamed Hassad, ministre de l'Intérieur, rendre visite à la famille du défunt et présenter ses condoléances tout en lui ordonnant d'aller jusqu'au bout de l'enquête.

Sa deuxième réaction : la répression des manifestations par les moyens les plus brutaux. Celle-ci s'est étendue pour toucher les militants et les journalistes. En effet, les autorités locales multiplient les intimidations, allant jusqu'à passer dans les maisons pour dissuader les gens de sortir dans la rue. Des baltajies frappent les militants

avec des pierres et la police, qui est censée protéger les foules, en vient à protéger ces baltajis.

## Nouvelles manifestations fin 2017

Les tentatives de dissuasion sont allées jusqu'à emprisonner des journalistes et des militants qui ont soutenu le Hirak du Rif. Certains d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines, d'autres ne sont pas encore fixés sur leurs sentences. Mais les audiences se

passent sans le moindre respect des droits démocratiques, et les détentions se déroulent dans des conditions déplorables (selon the European Observatory for Democracy and Peace).

Pourquoi ? Parce qu'ils ont des revendications légitimes. Entre autres : la présentation de toutes les personnes impliquées dans la mort du poissonnier devant la justice, la construction d'une université pluridisciplinaire, d'hôpitaux, et d'un centre d'oncologie, l'adoption de l'amazigh comme langue administrative à la région, ainsi que la fin de la corruption et de l'abus du pouvoir.

Le 24 septembre 2017, des manifestations ont éclaté à Zagora, une ville au sud du Maroc, contre les coupures d'eau récurrentes. Jeunes et vieux, hommes et femmes se sont mobilisés contre ce qu'ils appellent "la soif", malgré l'intervention des forces de l'ordre marocaines pour disperser et dissuader les foules. Les contestations n'ont fait que se multiplier.

Quatre jours avant la commémoration du meurtre du Muhsin Fikri, le roi Mohammed VI a reçu le rapport d'enquête sur les affaires que l'on a citées, relevant plusieurs dysfonctionnements, notamment plusieurs secteurs ministériels et institutions publiques qui n'ont pas rempli leurs engagements. Le Roi a limogé trois ministres : Mohamed

Hassad, ex-ministre de l'Intérieur qui gère actuellement l'Education nationale, Mohamed Benabdelah, ministre de l'Habitat, El Houssaine Louardi, ministre de la Santé. Ces limogeages concernent aussi Larbi Bencheikh, le secrétaire d'Etat en charge de la Formation professionnelle (ancien DG de l'OFPPT), ainsi qu'Ali Fassi Fihri, le DG de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE). Le Roi a aussi sanctionné d'anciens ministres du gouvernement Benkirane. Ces décisions ont calmé provisoirement la jeunesse qui estimait que les vrais responsables n'étaient pas touchés.

#### La colère se réveille

Le vendredi 22 décembre à Jrada, une ville de l'Est du Maroc, deux jeunes frères sont décédés dans des mines de charbon désaffectées. Ce qui a réveillé la colère d'une population désœuvrée par le taux de chômage, la pauvreté et la marginalisation. Depuis, la colère se propage dans toute la ville. La jeunesse parle du "hirak de Jrada".

Les manifestants ont plusieurs revendications, notamment la création de nouveaux postes de travail, la santé et l'enseignement pour tous, et la diminution des frais d'électricité et de l'eau.

Les différents hiraks ont la

même revendication : permettre aux citoyens de vivre dignement. Depuis qu'ils ont commencé, les gouvernements ne trouvent aucune solution convaincante pour la jeunesse marocaine. D'abord c'était le poissonnier du Nord, après ce sont les habitants de Zagora, et récemment, il est question des miniers de l'Est.

Les formes de l'humiliation du peuple par la classe politique différent mais la frustration et le désespoir ressentis sont les mêmes dans toute la population. Les manifestations annoncent les prémices d'une révolution. Les appels du peuple seront-ils entendus sérieusement cette fois-ci ?

→ Le titre, l'introduction et les intertitres sont de la rédaction. Titre original : "Le Maroc, la révolution silencieuse va bientôt parler !"